



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 6 décembre 2000

Pour être diffusé à 8 h 30

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Permis de bâtir, octobre 2000** 2
 La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a diminué en octobre, tandis que les intentions de construction dans la composante industrielle tombaient à leur plus bas niveau des 14 derniers mois. Les constructeurs ont pris des permis d'une valeur totale de 3,1 milliards de dollars, en baisse de 6,8 % par rapport à septembre.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Revenus et dépenses d'exploitation des fermes, 1999 6
- Enquête annuelle sur les industries manufacturières, 1998 7

NOUVEAUX PRODUITS

8


COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

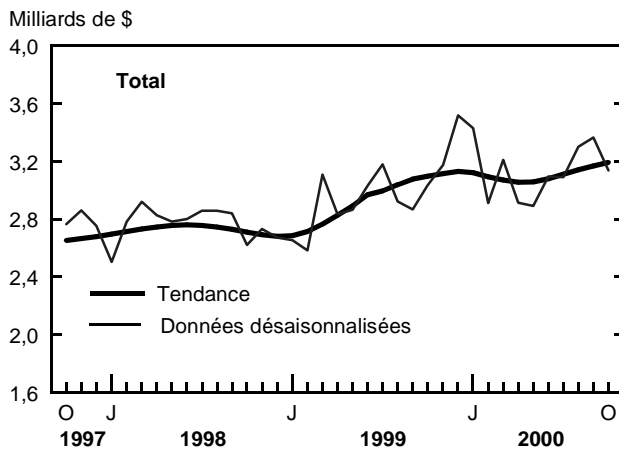
Permis de bâtir

Octobre 2000

La valeur des permis de bâtir délivrés par les municipalités a diminué en octobre, tandis que les intentions de construction dans la composante industrielle tombaient à leur plus bas niveau des 14 derniers mois. Les constructeurs ont pris des permis d'une valeur totale de 3,1 milliards de dollars, en baisse de 6,8 % par rapport à septembre.

L'augmentation de la valeur des permis de construction de logements en octobre n'a pas été suffisante pour contrer la baisse de la valeur des permis de construction non résidentielle. Les municipalités ont délivré des permis de construction résidentielle pour une valeur de 1,7 milliard de dollars, soit 5,5 % de plus qu'en septembre. La construction de logements unifamiliaux comme de logements multifamiliaux a enregistré des hausses. Les intentions dans le secteur non résidentiel ont fléchi de 18,4 %, passant ainsi à 1,4 milliard de dollars, dans une large mesure en raison du net recul de la valeur des permis de construction industrielle.

La valeur totale des permis est en baisse



Au cours des dix premiers mois de 2000, les municipalités ont délivré des permis d'une valeur totale de 31,3 milliards de dollars, en hausse de 7,8 % par rapport à la même période en 1999. L'accroissement des intentions dans chaque composante des secteurs résidentiel et non résidentiel a contribué à ce résultat, le meilleur qui ait été observé pour la période de janvier à octobre depuis 1989.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 600 municipalités représentant 94 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 6 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

À l'échelon régional, le total cumulatif pour l'année s'est accru dans 21 des 26 régions métropolitaines de recensement. À la faveur surtout des nouveaux projets des catégories non résidentielles (industrielle, commerciale et institutionnelle), la plus forte hausse (en dollars) est survenue à Calgary (+23,6 %). Ottawa s'est classée deuxième (+37,4 %) grâce à une poussée des intentions de construction d'immeubles à bureaux, reflétant le faible taux d'inoccupation dans la région.

Augmentations des composantes unifamiliale et multifamiliale

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a progressé de 14,5 % et a atteint 493 millions de dollars en octobre, après un recul marqué observé en septembre. Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont été en hausse de 2,3 %, pour se situer à 1,2 milliard de dollars.

Plusieurs indicateurs du marché de l'habitation concordent avec ce résultat. En octobre, les ventes de logements ont été en hausse, et la forte demande pour les permis de construction résidentielle s'est traduite par un accroissement de 4,9 % du nombre de mises en chantier d'habitations. En outre, ces changements sont survenus dans un contexte de stabilité des taux hypothécaires, de niveaux élevés d'emploi à temps plein et de croissance économique soutenue.

À l'échelon provincial, l'Ontario a connu la plus grande activité dans le secteur de l'habitation, enregistrant une augmentation de 10,4 % de la valeur des permis, qui a atteint 919 millions de dollars.

Le principal facteur a été une hausse importante de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux dans la région de Toronto.

L'Alberta a aussi affiché une croissance notable de la valeur des permis de construction résidentielle (+17,6 %, valeur totale de 262 millions de dollars), la hausse venant à la fois des logement unifamiliaux et des logements multifamiliaux. Par contre, le recul le plus marqué est survenu en Colombie-Britannique (-16,6 %, valeur totale de 148 millions de dollars), où l'on a observé des baisses tant pour les logements unifamiliaux que pour les logements multifamiliaux. Un facteur important du fléchissement a été la grève de travailleurs municipaux à Vancouver, qui a retardé le traitement des permis de bâtir.

Pour la période de janvier à octobre, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint 17,2 milliards de dollars. Il s'agit du meilleur résultat pour les dix premiers mois de l'année depuis 1989. Cette valeur a été en progression de 5,8 % par rapport à la même période en 1999. La valeur des permis de construction était en hausse de 6,5 % dans le cas des logements unifamiliaux et de 3,9 % dans celui des logements multifamiliaux.

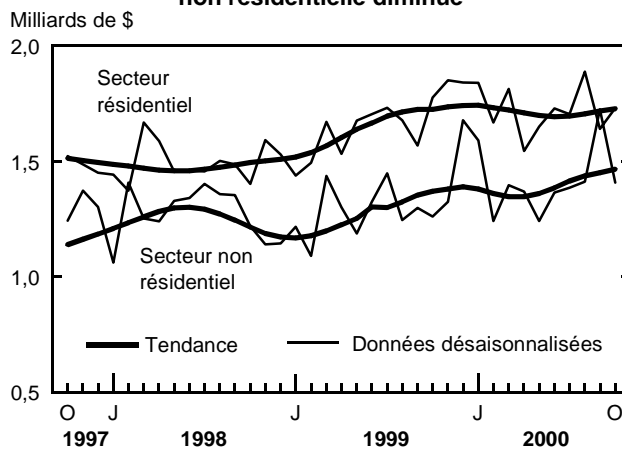
À l'échelon provincial, la plus forte croissance de la valeur cumulative est survenue en Ontario (+8,1 % par rapport à 1999), où le total de 8,6 milliards de dollars était le plus élevé jamais observé pour la période de janvier à octobre. Le Québec se classe au deuxième rang (+7,8 %, valeur totale de 2,7 milliards de dollars).

Ralentissement de chacune des trois composantes dans le secteur non résidentiel

Après quatre augmentations mensuelles d'affilée, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a chuté de 18,4 % pour s'établir à 1,4 milliard de dollars en octobre, infléchi par chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle).

Après avoir atteint en septembre son niveau le plus élevé depuis novembre 1997, la valeur des permis de construction industrielle a subi un net recul de 51,5 %, qui l'a ramenée à 252 millions de dollars en octobre. Toutes les catégories ont contribué à cette importante baisse, dont les principaux facteurs ont été les diminutions considérables de la valeur des permis de construction d'usines de fabrication dans les régions métropolitaines de recensement de St. Catharines-Niagara et de Montréal.

La valeur des permis de construction non résidentielle diminue



En ce qui a trait à la composante institutionnelle, la valeur des permis a fléchi de 8,6 % et s'est établie à 340 millions de dollars, surtout en raison des réductions qui ont touché la catégorie de l'éducation. Cette diminution a été atténuée par d'importants nouveaux projets dans la région de Calgary.

La valeur des permis de construction commerciale a subi un recul de 2,1 %, qui l'a ramenée à 816 millions de dollars, les bâtiments de loisirs et les immeubles à bureaux ayant accusé les baisses les plus prononcées. Par contre, les projets de construction d'entrepôts ont connu les plus fortes hausses.

À l'échelon provincial, les baisses les plus considérables (en dollars) ont été observées en Ontario (-32,0 %) et au Québec (-34,1 %), conséquence de pertes dans chacune des trois composantes. Par contre, les plus fortes augmentations sont survenues en Alberta (+18,7 %) et en Nouvelle-Écosse (+151,6 %).

Valeur cumulative: le secteur non résidentiel profite d'un essor vigoureux

Depuis le début de l'année, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a atteint 14,1 milliards de dollars, soit 10,3 % de plus que la valeur enregistrée au cours de la période de janvier à octobre de 1999. Il s'agit du meilleur résultat pour les dix premiers mois de l'année depuis 1989. Chacune des trois composantes a marqué des points.

Pour la période de janvier à octobre, l'activité dans les catégories du commerce et des services ainsi que des immeubles à bureaux a soutenu les projets de construction commerciale, qui ont progressé de 12,6 % par rapport à la même période en 1999, atteignant ainsi 7,6 milliards de dollars.

Pour les dix premiers mois de 2000, la valeur des permis de construction industrielle a crû de 10,9 % et a atteint 3,4 milliards de dollars comparativement à la même période en 1999, ce qui traduit surtout la croissance dans les projets pour des usines de fabrication. Toutes les catégories sont en progression depuis le début de l'année.

Les intentions de construction institutionnelle ont affiché la plus faible augmentation (+4,7 %, valeur totale de 3,1 milliards de dollars) pour la période allant de janvier à octobre. La progression observée du côté des projets de construction d'immeubles administratifs gouvernementaux a été partiellement épongée par le recul des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale.

À l'échelon provincial, les plus fortes hausses pour les dix premiers mois (en dollars) sont survenues en Ontario (+10,5 %, valeur totale de 6,1 milliards de dollars) et en Alberta (+25,5 %, valeur totale de 2,1 milliards de dollars), où la région métropolitaine de recensement de Calgary a joué un rôle déterminant.

Terre-Neuve a enregistré la chute la plus forte (-20,1 %), la valeur de ses permis de construction non résidentielle ayant été réduite par une diminution de sa composante industrielle.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7 et 33 à 48), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro d'octobre 2000 de *Permis de bâtir* (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de novembre 2000 paraîtra le 11 janvier 2001.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (clarver@statcan.ca). Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

□

Valeur des permis de bâtir

	Septembre 2000 ^r	Octobre 2000 ^p	Septembre à octobre 2000	Janvier à octobre 1999	Janvier à octobre 2000	Janv.-oct. 1999 à janv.-oct. 2000
données désaisonnalisées						
	millions de \$		var. en %	millions de \$		var. en %
Canada	3 365,2	3 137,5	-6,8	29 077,3	31 339,2	7,8
Résidentiel	1 640,3	1 730,0	5,5	16 265,5	17 205,2	5,8
Non résidentiel	1 724,8	1 407,5	-18,4	12 811,8	14 134,0	10,3
Terre-Neuve	24,7	41,0	66,3	255,8	273,2	6,8
Résidentiel	15,3	14,0	-8,4	128,2	171,3	33,7
Non résidentiel	9,4	27,0	188,1	127,7	101,9	-20,1
Île-du-Prince-Édouard	11,7	9,7	-17,4	110,6	96,3	-12,9
Résidentiel	4,8	4,7	-2,3	55,3	54,3	-1,8
Non résidentiel	6,9	5,0	-27,9	55,3	42,0	-24,1
Nouvelle-Écosse	48,5	76,7	58,1	749,6	792,3	5,7
Résidentiel	32,4	36,1	11,4	399,1	442,3	10,8
Non résidentiel	16,2	40,7	151,6	350,5	349,9	-0,2
Nouveau-Brunswick	37,6	44,3	17,7	389,5	401,3	3,0
Résidentiel	19,7	25,6	29,8	227,2	222,3	-2,1
Non résidentiel	17,9	18,7	4,5	162,3	178,9	10,2
Québec	620,7	498,6	-19,7	4 824,0	5 278,0	9,4
Résidentiel	277,1	272,1	-1,8	2 491,2	2 684,9	7,8
Non résidentiel	343,7	226,5	-34,1	2 332,8	2 593,2	11,2
Ontario	1 698,3	1 507,8	-11,2	13 471,4	14 688,2	9,0
Résidentiel	832,0	918,8	10,4	7 992,1	8 635,5	8,1
Non résidentiel	866,4	589,0	-32,0	5 479,3	6 052,7	10,5
Manitoba	92,9	65,0	-30,0	725,5	787,4	8,5
Résidentiel	39,4	26,5	-32,7	294,5	323,9	10,0
Non résidentiel	53,5	38,5	-28,0	431,0	463,5	7,5
Saskatchewan	38,0	59,3	55,9	583,0	578,3	-0,8
Résidentiel	16,3	19,7	21,3	217,4	221,7	2,0
Non résidentiel	21,8	39,5	81,8	365,6	356,5	-2,5
Alberta	427,7	505,2	18,1	3 954,8	4 525,5	14,4
Résidentiel	223,1	262,4	17,6	2 278,3	2 421,5	6,3
Non résidentiel	204,5	242,7	18,7	1 676,4	2 104,0	25,5
Colombie-Britannique	360,6	312,9	-13,2	3 883,8	3 798,5	-2,2
Résidentiel	177,3	147,9	-16,6	2 131,9	1 984,1	-6,9
Non résidentiel	183,3	165,0	-10,0	1 751,9	1 814,4	3,6
Yukon	2,0	11,8	488,4	43,4	54,9	26,6
Résidentiel	1,2	1,3	10,9	14,7	12,7	-14,0
Non résidentiel	0,8	10,5	1 177,6	28,6	42,2	47,5
Territoires du Nord-Ouest	1,8	3,7	113,3	38,7	22,2	-42,6
Résidentiel	1,2	0,8	-36,8	11,2	9,9	-11,5
Non résidentiel	0,5	3,0	469,3	27,5	12,3	-55,3
Nunavut	0,7	1,4	116,7	47,3	43,1	-8,9
Résidentiel	0,7	0,0	-94,6	24,4	20,7	-15,4
Non résidentiel	0,0	1,4	...	22,9	22,4	-2,0

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Revenus et dépenses d'exploitation des fermes

1999 (estimations provisoires)

Les revenus d'exploitation moyens des entreprises agricoles ont augmenté de 2,8 % en 1999 pour se chiffrer à 158 339 \$ (selon les dossiers fiscaux). Les dépenses d'exploitation moyennes ont progressé plus rapidement (+4,0 %) au cours de la même période pour s'établir à 135 581 \$. Les marges d'exploitation se situaient à 14,4 cents par dollar de revenu, en baisse comparativement à 1998 (15,3 cents). Les revenus d'exploitation moyens en dollars courants de 1999 ont excédé de 10,9 % la moyenne quinquennale de 1994 à 1998, alors que les marges d'exploitation diminuaient de 1,9 cent par dollar de revenu.

La progression globale des revenus d'exploitation moyens est en grande partie attribuable à la hausse des revenus provenant de la vente de bovins (+16,0 %) et à l'augmentation des revenus tirés de la vente des produits de serre et de pépinière (+9,1 %). Les revenus provenant des céréales et des oléagineux (-9,0 %), ayant baissé en raison de la faiblesse des prix, ont ralenti cette croissance globale.

Les dépenses d'exploitation moyennes se sont accrues principalement sous l'effet de l'accroissement des dépenses pour l'achat de bovins (+20,3 %) et les frais d'intérêts (+8,4 %).

Les fermes avicoles (volaille et oeufs) occupaient le premier rang quant aux revenus d'exploitation moyens en 1999, les revenus se chiffrant à 533 790 \$. Viennent ensuite les serres et les pépinières (484 124 \$) et les fermes productrices de pommes de terre (462 858 \$). Les revenus d'exploitation moyens des serres et des pépinières se sont accrus de 13,5 % comparativement aux revenus d'exploitation moyens de 1998, affichant la hausse la plus élevée parmi tous les types de fermes.

Selon les dossiers fiscaux, les revenus d'exploitation moyens ont diminué en 1999 pour 4 des 11 principaux types de fermes. Les revenus d'exploitation moyens des fermes productrices de céréales et d'oléagineux ont diminué de 1,7 %, enregistrant la baisse la plus significative.

Au cours de la même période, les fermes avicoles occupaient le premier rang quant aux dépenses d'exploitation moyennes en 1999, les dépenses se chiffrant à 464 569 \$. Viennent ensuite les serres et les pépinières (423 715 \$) et les fermes productrices

de pommes de terre (384 257 \$). Les serres et les pépinières ont connu l'augmentation la plus élevée (+13,6 %) au chapitre des dépenses d'exploitation moyennes en 1999 par rapport à 1998.

Quant aux marges d'exploitation moyennes, les fermes laitières occupent le premier rang, affichant 25,9 cents par dollar de revenu, chiffre en hausse de 1,1 cent par dollar de revenu par rapport à 1998. Les fermes productrices de tabac viennent au deuxième rang, enregistrant 20,8 cents par dollar de revenu. Seulement ces deux types de fermes ont enregistré des marges d'exploitation moyennes supérieures à 20 cents par dollar de revenu. Les marges d'exploitation moyennes de 7 des 11 principaux types de fermes ont augmenté en 1999. Selon les chiffres de ventes, les fermes dont les revenus d'exploitation se situaient entre 100 000 \$ et 249 999 \$ ont obtenu la marge d'exploitation la plus élevée, soit 20,2 cents (estimation), en baisse comparativement aux 21,2 cents enregistrés en 1998.

Revenus et dépenses d'exploitation moyens par ferme et marges d'exploitation 1999

	Revenus d'exploitation moyens dollars	Dépenses d'exploitation moyennes	Marges d'exploitation ¹ cents
Ensemble des fermes	158 339	135 581	14,4
Volaille et oeufs	533 790	464 569	13,0
Serres et pépinières	484 124	423 715	12,5
Pommes de terre	462 858	384 257	17,0
Combinaison de bétail	416 194	334 508	19,6
Porcs	405 667	379 960	6,3
Tabac	250 481	198 414	20,8
Produits laitiers	245 842	182 076	25,9
Fruits et légumes	165 790	138 273	16,6
Bovins	144 701	134 913	6,8
Céréales et oléagineux	107 344	86 392	19,5
Autres types de fermes	89 080	80 377	9,8

¹ Définies comme étant un dollar moins les dépenses d'exploitation (avant la déduction pour amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Nota: Les présentes estimations englobent les exploitations agricoles non constituées en société dont les revenus d'exploitation bruts sont de 10 000 \$ et plus. Elles comprennent également les exploitations agricoles constituées en société dont les ventes de produits agricoles sont de 25 000 \$ et plus, et dont 51 % et plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Les estimations comprennent également les organisations communautaires agricoles. La marge d'exploitation est définie comme étant un dollar moins les dépenses

d'exploitation (avant la déduction pour amortissement) pour chaque dollar de revenu.

Pour toute demande de données personnalisées, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-5027, Division de l'agriculture. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Michaud au (613) 951-0701, Division de l'agriculture. ■

Enquête annuelle sur les industries manufacturières

1998

Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) a été choisi dans le cadre de l'Enquête annuelle des manufactures pour l'année de référence 1998. Les données des années précédentes ont été totalisées dans le nouveau système de classification, et ce, jusqu'à l'année 1990. Il sera possible d'avoir accès à de l'information portant sur plus de 250 industries différentes. Les statistiques principales pour chaque industrie sont diffusées dans CANSIM dès qu'elles sont accessibles. Il est maintenant possible d'avoir accès aux données sur les industries

qui sont énumérées dans le tableau suivant pour le Canada. Les données propres à 40 industries sont diffusées depuis peu.

Données stockées dans CANSIM: matrices 11830, 11832, 11834, 11836, 11837, 11839, 11842, 11844, 11847, 11848, 11850, 11853, 11856, 11858, 11861, 11863, 11866, 11868, 11870 et 11871.

Les données sur les industries qui sont énumérées dans le tableau seront publiées dans *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203-XPB, 68 \$). L'édition de 1998 de cette publication paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*. Vous pouvez consulter des articles de synthèse relatifs à l'industrie dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous *Produits et services, Documents de recherche (gratuits)*, puis *Fabrication*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec David Beaulieu au (613) 951-9497 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. Télécopieur: (613) 951-9499.

Valeur des livraisons

	SCIAN	1997	1998	1997 à 1998 var. en %
		millions de \$		
Fabrication de produits pétrochimiques	325110	2 796,7	2 528,1	-9,6
Fabrication de gaz industriels	325120	364,1	399,2	9,6
Fabrication de teintures et de pigments synthétiques	325130	555,2	640,2	15,3
Fabrication d'alcalis et de chlore	325181	563,8	587,0	4,1
Fabrication de tous les autres produits chimiques inorganiques de base	325189	1 877,7	1 749,8	-6,8
Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	325190	2 796,0	2 637,4	-5,7
Fabrication de résines et caoutchouc synthétique	325210	5 866,8	5 635,3	-4,0
Fabrication de fibres et filaments artificiels et synthétiques	325220	1 058,3	971,8	-8,2
Fabrication d'engrais chimiques sauf la potasse	325313	1 944,1	1 906,6	-1,9
Fabrication d'engrais mixtes	325314	430,0	413,6	-3,8
Fabrication de pesticides et d'autres produits chimiques agricoles	325320	343,1	393,3	14,6
Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments	325410	4 886,1	4 773,6	-2,3
Fabrication de peintures et de revêtements	325510	1 768,0	1 888,0	6,8
Fabrication d'adhésifs	325520	485,1	460,3	-5,1
Fabrication de savons et de détachants	325610	1 935,8	1 895,2	-2,1
Fabrication de produits de toilette	325620	1 142,8	1 106,4	-3,2
Fabrication d'encre d'imprimerie	325910	364,3	353,9	-2,9
Fabrication d'explosifs	325920	293,2	251,5	-14,2
Compoundage sur commande de résines achetées	332991	617,3	565,8	-8,3
Fabrication de tous les autres produits chimiques divers	325999	2 398,0	2 217,1	-7,5

NOUVEAUX PRODUITS

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, septembre 2000
Numéro au catalogue: **67-002-XIB** (14\$/132\$).

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, septembre 2000
Numéro au catalogue: **67-002-XPB** (18\$/176\$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.


Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001F *Quotidien* 11 (210) (50) (00000001)



Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la pénurie associée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements au travail par semaine en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'égard de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été considérablement inférieure.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste en termes réels, septembre-juin 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Julie Bélanger (613) 951-1187, belajul@statcan.ca

Chef de la Diffusion officielle: Madeleine Simard (613) 951-1088, simamad@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.